

## Peut-on humaniser le capitalisme ?

Le diagnostic de Philippe Cohen <sup>1/</sup> sur les pathologies d'une société française en proie à la mondialisation marchande est informé, pertinent, et percutant. Une part croissante de la population subit le chômage, la précarité, l'insécurité ordinaire, alors que le patronat bénéficie depuis quinze ans d'un « Grenelle à l'envers ».

Alors qu'explorent l'intérim, le temps partiel imposé, les contrats à durée déterminée, les prévisions du commissariat au Plan considèrent un taux de chômage de 9 % comme un plancher incompressible. Le pouvoir d'achat ouvrier stagne depuis 1984. L'introduction annoncée des fonds de pension, elle, amorce une bombe sociale à retardement. Cette régression sociale mine la vie démocratique. En effet, la logique des privatisations ne se limite pas aux entreprises et aux services. Elle touche la solidarité : le démantèlement programmé de la protection sociale au profit de l'assurance privée qui rendra les retraités « dépendants du cours des actions et non plus des budgets sociaux ». Elle s'étend au droit : le recul de la loi devant les arbitrages privés nourrit la communautarisation au détriment du service public et du bien commun. Elle transforme la sécurité en service marchand : les sociétés de gardiennage et leurs vigiles prolifèrent, les résidences pour riches transformées en « fermes fortifiées » font leur apparition.

Quant aux raisons de cette « révolution inégalitaire », Philippe Cohen enfourche le thème

<sup>1/</sup> Philippe Cohen, *Protéger ou disparaître. Les élites face à la montée des insécurités*, Paris, Gallimard, coll. Hors série Connaissances, 1999.

de « la faute aux élites » : « C'est la nation défaite régnant dans la tête de nos élites qui aboutit à la défaite de la nation dans la réalité économique. » L'inefficacité de l'État « ne provient-elle pas d'abord de l'incapacité des élites à redéfinir ses missions et à réactiver le « sens de l'honneur » des fonctionnaires » ? Leur tort principal reviendrait en somme à ne pas savoir écouter les bons conseillers. Cette admonestation laisse dans l'ombre la logique impersonnelle du capital et des fétiches marchands.

« C'est la concurrence elle-même qu'on assassine », s'indigne Philippe Cohen. Il se contente alors d'opposer un vrai libéralisme concurrentiel au faux libéralisme monopoliste, un « capitalisme pluriel » bien ordonné au capitalisme spéculatif impitoyable. Comme la gauche du même nom, ce « capitalisme pluriel » offre un bel exemple de ce que Hegel dénonçait précisément comme « une diversité sans différence ». En vertu d'une ruse de l'idéologie, Philippe Cohen rejoint ainsi le dernier livre de François Furet, pour qui le capital à visage humain était devenu l'horizon indépassable de tous les temps. Cette utopie du moindre mal n'est certainement pas la moindre des utopies. Elle nous suggère une parodie du Petit Prince : « Dessine-moi un mouton, et aussi un socialisme de marché, un travail salarié sans exploitation, et un marché sans chômage, et un patronat philanthrope, et une propriété privée sans profit, et une mondialisation marchande égalitaire... Des chats qui font des chiens, des poules qui ont des dents, et encore un mouton à cinq pattes avec une trompe et des nageoires. »

Nous ne rêvons certes pas d'un système où propriété privée et concurrence seraient abolies en faveur d'une étatisation généralisée de l'économie. Mais il faut savoir ce qui l'emporte, de la loi du marché ou de la loi des hommes

(autrement dit, de leur volonté politique démocratiquement déterminée). Cette alternative pose la question de l'appropriation sociale des grands moyens de production et d'échange. Or, s'il dénonce les méfaits du despotisme de marché, s'il veut bien « reconnaître que l'entreprise ne saurait être citoyenne » (elle a même plutôt tendance à être barbare), Philippe Cohen demeure muet sur cette question cruciale. Capitalisme pluriel oblige !

Le titre du livre – *Protéger ou disparaître. Les élites face à la montée des insécurités* – prend ainsi tout son sens. Son « fil rouge » n'est pas celui de l'exploitation et de l'oppression, mais celui d'une triple insécurité (devant les violences, le chômage et l'avenir), dont se nourrissent les grandes peurs fin de siècle. « La protection contre l'insécurité ? Le droit à gouverner se gagne d'abord par la capacité à protéger. » Protéger qui, contre quoi et comment ? L'éducation, la santé, le logement ne méritent-ils pas, tout autant que la culture, d'être protégés de la logique du profit ? Pour être comprises au-delà des frontières autrement que comme un égoïsme de nantis, d'éventuelles mesures protectionnistes à l'échelle européenne ne devraient-elles pas servir d'abord l'emploi et les droits sociaux ? Ne devraient-elles pas être liées à des initiatives spectaculaires sur la dette ou sur l'immigration ?

Quant au primat sécuritaire, il conduit à des formulations plus qu'ambiguës : « La délinquance a une dimension ethnique » ! La part des jeunes d'origine africaine ou maghrébine dans la délinquance n'est pourtant pas chiffrable, dans la mesure où la plupart sont de nationalité française et où les statistiques ne sont heureusement pas « ethnicisées ». Pour quoi mettre l'accent sur la « dimension ethnique » de l'insécurité plutôt que sur sa « dimension sociale », liée au fait que ces jeunes

subissent en plus grand nombre l'exclusion sociale, scolaire et urbaine? Ces dérapages éclairent le regret de ne pouvoir se résoudre à « voter Pasqua si Villiers et Marchiani sont ses principaux lieutenants » – et Fini, son allié européen. Comme si ces alliances compromettantes n'obéissaient pas à une pente naturelle. Il ne suffit pas de décréter le clivage gauche/ droite obsolète pour échapper à l'antagonisme des intérêts sociaux opposés.

« La société échappe à l'État », se lamente Philippe Cohen dans un élan de lyrisme « sta-

tolâtre » (adorateur de l'État). Nous pouvons déplorer avec lui la menace que fait peser le libéralisme débridé sur l'espace public, l'abdication politique devant les « lois » naturalisées de l'économie, le dépérissement de la souveraineté populaire. Nous nous réjouissons en revanche du dépérissement de l'État autoritaire et bureaucratique au profit d'une société développant ses propres formes d'autogestion et d'auto-organisation.

Traçant un tableau du nouveau paysage politique, Cohen ajoute aux « libéraux liber-

taires » (partisans à tous crins d'une société marchande dérégulée), aux « étatistes autoritaires » (prônant le retour en force de l'État), et aux « libéraux autoritaires » (tenants d'un ordre marchand musclé), une famille insolite, celle des « bolcheviques libertaires », ces « bolis » qui prétendent défendre à la fois le service public et les sans-papiers, unir gauche morale et gauche sociale dans une gauche politique. Eh bien, j'en suis !

*Marianne* du 21 au 31 octobre 1999